

Interview de Thomas Daum

«Le changement d'attitude de l'opinion doit être pris au sérieux»

Le débat sur l'immigration et ses conséquences est de plus en plus animé. La libre circulation des personnes est montrée du doigt. Qu'est-ce qui en découle pour l'économie et les employeurs? Comment ceux-ci réagissent-ils aux critiques et aux craintes actuelles? Réponses de Thomas Daum, directeur de l'Union patronale suisse. **Interview: René Pfister**

Monsieur Daum, certains indices font état d'une baisse du degré d'acceptabilité de l'immigration et de la libre circulation des personnes dans la population suisse. C'est aussi ce que révèlent plusieurs enquêtes et comptes-rendus publiés dans les médias. Le confirmez-vous et qu'est-ce que cela signifie pour vous?

Thomas Daum: Il existe un certain nombre d'explications à ce revirement. En font certainement partie les cas de dumping salarial éhonté dont la presse se fait l'écho, cas qui, certes, ne pèsent pas en soi très lourd par rapport à l'emploi dans son ensemble, mais qui causent à juste titre l'indignation des médias et du public. Un élément plus fondamental me paraît être le fait qu'avec la «nouvelle» immigration à laquelle on assiste depuis l'introduction de la libre circulation des personnes, on voit venir en Suisse du personnel étranger bien formé qui soumet à une certaine concurrence – que je qualifierais de saine – les actifs suisses qualifiés. Ces nouveaux venus peuvent donc menacer le statut socio-professionnel de certains autochtones, bien qu'il soit établi que l'immigration n'entraîne guère d'effet d'éviction, même dans ce segment du marché du travail. L'immigration est certes aussi une source de tensions à cause des pénuries dont il s'accompagne sur le marché du logement et dans le domaine des infrastructures, même si ces pénuries ont surtout des origines domestiques.

Ne craignez-vous pas que ce changement de climat puisse faire basculer les pronostics en faveur des initiatives sur l'immigration (celles de l'UDC et d'Eco-pop)?

Il doit être pris au sérieux. Les initiatives en question se nourrissent du malaise actuel et proposent des solutions simplistes, sans s'inquiéter de leur applicabilité effective et moins encore de leur coût économique. Lequel coût sera élevé, car les initiatives réclament l'une et l'autre une renégociation de l'accord de libre circulation avec l'UE, ce qu'elles n'obtiendront pas mais aboutiront plutôt, soyons réalistes, à la dénonciation de cet accord, sur quoi la «clause guillotine» sera actionnée pour remettre en question l'ensemble des accords bilatéraux I et l'accès sans discrimination au marché intérieur de l'UE.

«J'espère que la population ne perdra pas de vue les faits.»

Que doit faire l'économie pour que la libre circulation retrouve une large adhésion?

Nous devons entrer dans le débat sur les effets secondaires critiques et montrer que la libre circulation comporte pour la Suisse, dans l'ensemble, bien plus d'avantages que d'inconvénients. Sur la base des huit rapports actuels sur les effets de la libre circulation des personnes et des mesures d'accompagnement, nous constatons en effet qu'elle n'a entraîné – contrairement aux affirmations de ses détracteurs – ni rejet sur le marché du travail ni «pillage» de nos assurances sociales. Au contraire, elle contribue à l'amélioration structurelle de l'offre de personnel et à l'augmentation des recettes de cotisation AVS. De plus, les immigrants stimulent la de-

mande sur le marché domestique et contribuent ainsi à soutenir la croissance économique générale. Ces effets positifs sont à mettre en regard des effets secondaires, sur lesquels, bien sûr, nous ne voulons pas faire l'impasse, mais travailler de manière factuelle.

Les associations économiques demandent «des solutions constructives et durables» pour atténuer les épiphénomènes problématiques touchant les infrastructures, comme le trafic et le logement. La formule sonne bien, mais à quoi correspond-elle concrètement?

Il s'agit d'abord d'analyser les problèmes qui se posent dans les domaines cités et de relever qu'ils se poseraient même en l'absence de la libre circulation des personnes. Car en réalité, ils ne sont que légèrement accentués par l'immigration. Rétrospectivement, nous constatons que la Suisse, après la période d'immobilisme des années 1990 qu'elle a connue dans divers domaines, n'était pas suffisamment armée pour gérer la dynamique économique qui s'est installée à partir de 2004. Il existe donc à cet égard un besoin de rattrapage, qu'il faut dont traiter sans tarder.

Quelles mesures est-il possible d'adopter rapidement et dans quels domaines?

Les mesures à examiner au premier chef concernent l'aménagement du territoire, le droit de la construction et la politique des transports. Nos règlements de zones sont encore souvent imprégnés des idées des années quatre-vingt. Après les nombreuses erreurs commises naguère en matière de construction, on hésite à accroître l'emprise sur les ter-



Photo: Robt Lewis

Thomas Daum: «Les mesures à examiner au premier chef concernent l'aménagement du territoire, le droit de la construction et la politique des transports.»

rains. Les constructions se sont trop peu développées dans les centres et à la périphérie des centres et c'est ainsi qu'une armature urbaine implantée dans des quartiers isolés s'est progressivement dégradée. Nous devons avoir le courage d'opter pour une densification différenciée des constructions allant jusqu'aux gratte-ciel dans les villes et pour une évolution organique des implantations étroitement liée à l'évolution des infrastructures. Il faut orienter le droit des constructions publiques vers cet objectif. Mais au-delà, il s'agit de le simplifier et de l'harmoniser formellement dans toute la Suisse, car la jungle actuelle des prescriptions propulse les coûts de la construction vers des sommets vertigineux. En fin de compte, la politique des transports doit servir à mieux harmoniser les capacités de mobilité et l'aménagement du territoire là où ces infrastructures sont le plus nécessaires et payées par les utilisateurs.

Certains évoquent la menace du stress de la densification, en parlant de la rareté du terrain. Pouvez-vous comprendre ce raisonnement?

Oui et non. Bien sûr, les ceintures urbanisées autour de Zurich, de l'arc lémanique ou de la région bâloise se sont fortement développées, les trains des grands axes sont pleins et les heures de bouchons sur les routes nationales augmentent d'année en année. En plus,

les personnes qui veulent accéder à ces agglomérations sont de plus en plus nombreuses. La vie urbaine est à la mode et les besoins de mobilité s'accroissent énormément. Le stress de la densification est très largement un choix, c'est-à-dire que ceux qui le veulent vraiment et qui renoncent à certains comportements de notre époque peuvent sensiblement le réduire.

A propos de la croissance: Selon une étude du KOF, la forte immigration en provenance des pays de l'UE et de l'AELE stimule certes la croissance. Mais ses répercussions sur le PIB par habitant et le revenu moyen seraient plutôt faibles et ne devraient pas être substantielles à l'avenir. Cela signifie que nous importons de la croissance, mais que l'individu n'en bénéficie pas. Qu'en pensez-vous?

L'étude du KOF n'est très souvent citée que dans ses passages qui tendent à relativiser les choses. Il convient d'abord de dresser le constat suivant: le PIB par habitant, avec une croissance annuelle de 1 pour cent entre 2002 et 2010, a connu une évolution plus favorable en Suisse que dans la moyenne des pays de l'OCDE. Et toujours selon l'étude, le revenu intérieur brut déterminant pour l'évolution du bien-être dans un pays a même augmenté de 2,1 pour cent par année! Ce sont des chiffres dont nous rêvions encore dans les années nonan-

te! Et lorsque le KOF parle d'un effet minime de la libre circulation des personnes sur la croissance du PIB par habitant et sur la productivité du travail, il attend tout de même de l'amélioration qualitative de l'offre de main-d'œuvre des impulsions de croissance positives pour l'avenir.

Dans leurs critiques, les adversaires de l'immigration estiment que les associations économiques sous-estiment les problèmes liés à l'immigration et qu'elles ne font que répéter leur litanie du renforcement du marché du travail et de la nécessité de l'apport migratoire pour l'économie. Qu'en dites-vous?

Nous gardions tous présente à l'esprit la stagnation des années 90. Par ailleurs, suite à la récession de 2008/2009, nous nous sommes peut-être un peu trop concentrés sur la question de la croissance et sur la défense de la libre circulation des personnes, en opposition aux attaques permanentes du camp de la droite conservatrice. Ainsi, les effets collatéraux de l'immigration sont passés un peu à l'arrière-plan. Nous avons corrigé cela et lancé en commun avec economiesuisse et l'Union suisse des arts et métiers le projet «Immigration: pourquoi la Suisse en a besoin» qui s'attaque à tous les aspects de l'immigration.

En conclusion: Où allons-nous avec le débat sur l'immigration? Quels sont vos souhaits par rapport à ce thème «brûlant»?

Nos adversaires vont mener le débat sur le plan émotionnel. J'espère cependant que la population ne perdra pas de vue les faits et qu'elle saura percevoir que le véritable enjeu des débats réside dans la future croissance de la Suisse. La majorité se prononcera alors en faveur d'une meilleure «gestion de la croissance» et non pour le renoncement à la croissance. ■